

Bonheur et progrès : mesurer le bien-être au Bhoutan et au Canada



Village au Bhoutan. (GPI Atlantic : Ronald Colman)

2004-06-17

par Patrick Kavanagh

« Le bonheur vient du dedans, et non du dehors ; il ne dépend donc pas de ce que nous avons mais de ce que nous sommes. » Voilà ce que déclamait l'homme de lettres américain Henry Van Dyke. Il se faisait une idée noble d'un monde moins matérialiste, diront certains, mais est-ce quantifiable ?

Au Bhoutan, pays asiatique lointain et accidenté, on s'efforce de concrétiser une notion du vrai bonheur qui s'apparente au rêve de Van Dyke.

De nos jours, la prospérité et le bien-être sont mesurés selon des critères purement économiques, comme le produit intérieur brut (PIB), qui sont essentiellement des baromètres de l'*activité* économique. Le plus souvent, toutefois, ils ne disent pas si l'activité en question est bonne ou mauvaise. Par un effet pervers, une hausse de la délinquance peut être assimilée à un bienfait économique parce qu'elle impulse l'activité économique. Plus la délinquance est grande, plus il faut construire des prisons, embaucher des gendarmes, etc. Selon une froide logique, les catastrophes naturelles impulseraient elles aussi l'économie, en relançant la réfection et la reconstruction. Tout dépend de ce qui compte à nos yeux.

Ou alors on peut faire appel à un jeu plus vaste d'indicateurs sociaux, écologiques et sanitaires pour mieux représenter l'état réel de la société.

Mesurer le bien-être

Au Bhoutan, ce tableau de bord porte un nom plein de charme. C'est le bonheur national brut (BNB).

Le royaume est-himalayen, bouddhiste, compte environ 800 000 sujets. Enclavé entre les deux pays les plus peuplés de la planète, il vient de mettre fin au long isolement qu'il s'était imposé. Jusqu'à la fin des années 90, la télévision et l'Internet y étaient interdits ; aujourd'hui le Bhoutan songe à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Étant l'un des pays les moins développés, le Bhoutan s'inquiète de la mondialisation et il est déterminé à protéger sa spécificité culturelle. Il veut préserver ses valeurs sociales en les ancrant dans des termes que le monde entier pourra comprendre et respecter, c'est-à-dire en les quantifiant. En mesurant le progrès de manière à bien prendre en compte ses atouts sociaux, culturels et environnementaux tout autant que son développement économique, le Bhoutan donne suite à cette déclaration faite en 1972 par Sa Majesté le Roi Jigme Singye Wangchuk : « Le bonheur national brut est plus important que le produit national brut. »

Selon le premier ministre Lyonpo Jigmi Y Thinley, « les quatre piliers du BNB sont le développement socio-économique équitable et durable, la préservation et la promotion des valeurs culturelles, la défense de la nature et la bonne gouvernance ». Ces idéaux sont certes inscrits dans la politique de l'État, mais le gouvernement bhoutanais souhaite de plus en plus mesurer, voire quantifier son progrès à l'aune de ces valeurs.

Échange Canada-Bhoutan

Comme le Bhoutan dispose de peu de moyens pour collecter les données et aligner des chiffres, il s'est tourné vers les autres. En février 2004, le Bhoutan a accueilli une conférence internationale réunissant quelque 80 étrangers et des centaines de Bhoutanais (ministres et fonctionnaires aussi), intitulée « Opérationnaliser le bonheur national brut ». Avec l'aide du [Programme des partenariats canadiens](#) du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), qui encouragent les projets favorisant le dialogue et la mutualisation des savoirs entre le Canada et d'autres pays, l'organisme de recherche sans but lucratif [GPI Atlantic](#), basé en Nouvelle-Écosse, a pu participer à ces consultations pour communiquer l'expérience qu'il a acquise dans l'élaboration d'indicateurs.

Fondé en 1997, GPI Atlantic met au point un indice de progrès véritable — qui innove en mesurant la pérennité, le bien-être et la qualité de la vie. Cet indice comprend 22 variables sociales, économiques et écologiques.

Il valorise entre autres le bénévolat et les travaux ménagers non rémunérés ; le capital naturel comme les sols, les forêts, les pêcheries et les énergies ; la qualité de l'air et de l'eau, les transports respectueux de l'environnement ; la répartition des revenus ; la santé et le niveau d'instruction, le coût de la délinquance, la liberté humaine et d'autres aspects du « capital social ».

GPI Atlantic a pour mission première d'élaborer un indice expérimental se prêtant à un projet pilote pour d'autres provinces et à des applications internationales. Ainsi, il aide aujourd'hui à lancer une initiative afin de créer un nouvel Indice canadien du bien-être, et il a conseillé le gouvernement néo-zélandais sur la communication de données sociales et les mesures favorisant le développement durable.

Le rôle des indicateurs économiques

Le fondateur et directeur général Ronald Colman a fait une communication animée dans les locaux du CRDI à Ottawa en mai.

Il a souligné que les indicateurs étaient de puissants outils qui « expriment nos valeurs sociales et animent notre projet de société ». Ils ne font pas que mesurer notre société, ils aident à la façonner.

Les indicateurs traditionnels présentent l'inconvénient, dit-il, de ne viser qu'un pan de l'économie et de la société. Ils ne prennent pas en compte le bénévolat et les travaux ménagers non rémunérés, les richesses naturelles, la santé de la population et d'autres caractéristiques sociales, humaines et écologiques vitales.

Parfaitement conscient que son indice dérange (pour certains, « c'est une hérésie »), Colman fait valoir que ses indicateurs ne sont pas idéologiques, puisque les chiffres purs et durs dépolitisent le débat.

Les indices comme le GPI jouent un rôle grandissant dans les pays industrialisés, dit-il, en partie parce que ceux-ci ont d'ores et déjà réuni les données pointues nécessaires. Au Bhoutan, en revanche, il est impérieux simplement de produire des données élémentaires. Paradoxalement, le Bhoutan est aux antipodes des sociétés plus évoluées, qui ont les informations mais ne jugent pas prioritaire de mettre en place des indicateurs évolutifs. Le Bhoutan, lui, a la volonté mais pas les données.

Ce dialogue se poursuivra. GPI Atlantic collabore déjà avec les autorités bhoutanaises à une conférence de suivi qui aura lieu l'an prochain en Nouvelle-Écosse.

Patrick Kavanagh est un rédacteur et réviseur basé à Ottawa.

Renseignements

Ronald Colman, Directeur général, GPI Atlantic, 535 Indian Point Road, Glen Haven (Nouvelle-Écosse), Canada B3Z 2T5 ; tél. : (902) 489-7007 ; téléc. : (902) 820-2007 ; courriel : colman@gpiatlantic.org

Gisèle Morin-Labatut, Spécialiste de programmes principale, Programme des partenariats canadiens, Division des initiatives spéciales, CRDI, CP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9 ; tél. : (613) 236-6163, poste 2055 ; téléc. : (613) 563-0815 ; courriel : gmorin-labatut@idrc.ca